



**PRÉFET
DE LA LOZÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
d'Occitanie**

Unité Interdépartementale Gard-Lozère

Arrêté préfectoral complémentaire n° PREF DREAL 2025-302-001 du 29 octobre 2025
actualisant les conditions d'exploitation de la carrière située
au lieu-dit « Travers del moulin » sur le territoire de la
commune de Marchastel

Le préfet de la Lozère
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment son titre I du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.181-14, R.122-2, R.181-45 et R.181-46 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif à l'exploitation de carrières ;

VU l'arrêté préfectoral n°2012-132-004 du 11 mai 2012 autorisant la société SALLES ET FILS à exploiter une carrière de sable et gravier à ciel ouvert sur le territoire de la commune de Marchastel, au lieu-dit « Travers del Moulin »

VU le porter à connaissance du 8 juillet 2025 relatif à la demande d'examen au cas par cas sur le projet d'extension du périmètre autorisé de la carrière ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement daté du 4 septembre 2025 ;

VU la décision n°PREF-BCPPAT-2025-202-001 du 21 juillet 2025 de dispense d'étude d'impact après examen au cas par cas en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement ;

VU le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté par courrier recommandé du 8 septembre 2025 à la connaissance de l'exploitant ;

VU l'absence d'observation de l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que la société SALLES ET FILS exploite une carrière de sables et graviers à ciel ouvert sur la commune de Marchastel ;

CONSIDÉRANT que l'échéance de l'autorisation actuelle est fixée au 11 mai 2030 ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant prévoit de demander une extension du périmètre autorisé sur les parcelles voisines sur des surfaces se situant au-delà de la présente demande d'extension de 10 m, objet du porter à connaissance du 8 juillet 2025 ;

CONSIDÉRANT que la demande du 8 juillet 2025 concerne uniquement une bande de 10 m sur les parcelles voisines, soit une surface de 5090 m², et que cette demande doit permettre à l'exploitant de poursuivre son exploitation jusqu'à ce qu'une décision soit prise sur le porter à connaissance attendu visant à permettre l'exploitation des parcelles voisines ;

CONSIDÉRANT que l'examen au cas par cas réalisé en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement a conclu à une décision de dispense d'étude d'impact le 21 juillet 2025 ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'exploitation (échéance, quantité, trafic, modes d'extraction, quantités annuelles extraites) restent inchangées ;

CONSIDÉRANT que les premiers résultats de l'inventaire biologique concluent à l'absence d'impact sur la biodiversité et que l'extension concerne un chemin d'exploitation régulièrement emprunté ;

CONSIDÉRANT qu'au regard des éléments présentés, les impacts et dangers décrits et évalués par la société SALLES ET FILS dans son dossier n'engendrent pas une modification notable des nuisances et des risques de l'installation tels que présentés dans le dernier dossier soumis à évaluation environnementale ;

CONSIDÉRANT que ces modifications ne sont pas substantielles au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement rend nécessaire d'ajuster les prescriptions actuellement applicables à cette installation au moyen de prescriptions complémentaires ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Lozère

ARRÊTE

Article 1^{er} - Bénéficiaire et portée de l'arrêté

La société SALLES ET FILS (n° SIRET : 41014051100057) bénéficie de l'intégralité des droits et doit se conformer à toutes les obligations attachées à l'autorisation préfectorale du 11 mai 2012 susvisée et les prescriptions complémentaires du présent arrêté.

Article 2 – Prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°2012-132-0004 du 11 mai 2012 sont modifiées selon les éléments ci-après :

Prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2012-132-0004 du 11 mai 2012	Actions	Prescriptions du présent arrêté
Article 1.5 Liste des installations concernées par la nomenclature des installations classées	Remplacé par	Article 3 - Liste des installations concernées par la nomenclature des installations classées
Article 1.6 Conformité aux plans et données du dossier – Modifications	Remplacé par	Article 4 - Conformité aux plans et données des dossiers – Modifications
Article 1.7 Emplacement des installations	Remplacé par	Article 5 – Emplacement des installations
Article 1.9.2.2 Montant des garanties financières	Remplacé par	Article 6 - Montant des garanties financières
Article 7.3 Réhabilitation du site à l'arrêt des installations	Remplacé par	Article 7 - Réhabilitation du site à l'arrêt des installations

Article 3 - Liste des installations concernées par la nomenclature des installations classées

Les installations autorisées sont visées à la nomenclature des installations classées, sous les rubriques :

Rubrique	Désignation des installations	Capacité actuellement autorisée	Régime actuel
2510-1	Exploitation de carrière	Superficie totale de la demande : 8ha 08a 58 ca dont surface totale zone d'extraction : 7,5 ha Durée d'exploitation : 18 ans Production moyenne : 40 000 t/an Production maximale : 50 000 t/an	A

A : Autorisation

Article 4 - Conformité aux plans et données des dossiers – Modifications

La carrière est implantée, réalisée, exploitée conformément au plan en annexe du présent arrêté. Le site est remis en état conformément au plan de remise en état situé en annexe du présent arrêté.

Par application de l'article R.512-33 du code de l'environnement, toute modification apportée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'exploitation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments des dossiers de demande d'autorisation et du présent porter à connaissance, doit être portée, avant réalisation à la connaissance du préfet, avec tous éléments d'appréciation.

Article 5 – Emplacement des installations

Conformément au plan cadastral en annexe, la carrière est implantée au lieu-dit « Travers del Moulin » sur les parcelles suivantes de la commune de Marchastel :

- n° 302 : 7ha 56a 50ca (76 650 m²)
- n° 331 : 1a 64ca (164 m²)
- n°333 : 22a 78ca (2278 m²)
- n°6 : 5a 22ca (522 m²)
- n°4 : 22a 44ca (2244 m²)

Article 6 - Montant des garanties financières

Le montant des garanties doit permettre de couvrir les frais de remise en état du site, par une entreprise extérieure, correspondant à la situation la plus défavorable envisageable dans laquelle ces frais seront les plus élevés au cours de la période considérée.

Sur ces principes, la détermination du montant des garanties financières est effectuée par des périodes quinquennales successives.

Le montant des garanties financières pour la dernière phase (2025-2030) est le suivant :

- phase 4 (2025-2030) : 182 800 €

Ce montant a été évalué conformément aux règles fixées par l'arrêté du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées. L'indice TP01 utilisé pour le calcul des garanties financières est 130.7 (mai 2025 apparu au JO du 13/07/2025).

En cas d'absence de fourniture d'un acte de cautionnement avec le montant actualisé des garanties financières sous un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, le préfet engage les sanctions visées à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 7 - Réhabilitation du site à l'arrêt des installations

L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant. Le principe de remise en état de la carrière figure en annexe du présent arrêté.

D'une façon générale, le site est remis dans un état tel, que soit garantie la protection des intérêts visés à l'article L.5111-1 du code de l'environnement, avec en particulier la mise en sécurité du site pour prévenir tous risques vis-à-vis des tiers.

La remise en état du site doit être achevée au plus tard 6 mois avant l'échéance de l'autorisation, sauf dans le cas où l'autorisation d'exploiter a été renouvelée, et doit être conforme à l'article R.512-39 du code de l'environnement avec la réalisation des différentes attestations de cessation d'activité.

La remise en état du site s'attache à réintégrer progressivement le site dans le paysage. Les matériaux provenant de la découverte sont utilisés pour reconstituer un sol favorable à une re végétalisation des terrains proche de l'état d'origine, à raison d'une épaisseur minimale de 0,30 m de terre végétale.

Le paysage recherché est similaire à l'état initial mais avec une variation du modelé compte tenu de la morphologie du gisement. Pour cela, l'exploitant réalise l'écêtage des fronts de taille, leur talutage, le remblaiement du carreau, le réglage des terres végétales, la préparation des sols pour favoriser le développement de la végétation.

Le reprofilage de la combe est exécuté de façon à ce qu'il ne subsiste plus de mare (ou point bas), et que les eaux superficielles puissent rejoindre la rivière le Bès en contrebas avec une qualité n'occasionnant pas de dégradations des sols et des eaux.

Article 8 - Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nîmes, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr :

1°) par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L 211-1 et L 511-1 du même code dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision ;

2°) Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou sous peine d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée au bénéficiaire dont l'adresse figure à l'article 1er* ci-dessus, avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 9 - Information des tiers

En vue de l'information des tiers et conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État, pendant une durée minimale de quatre mois.

Le présent arrêté est publié sur le site internet Géorisques :

<https://www.georisques.gouv.fr/dossiers/installations>

Article 10 – Exécution et copie

La secrétaire générale de la préfecture, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie et le maire de Marchastel sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Fait à Mende, le 29 OCT. 2025

Le préfet

Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale

Laure TROTIN

Annexe : Plan cadastral – Plan de phasage

Annexe : Principe de remise en état



